

Pierre C

Paris, le 11 janvier 2013

75015 Paris.

Monsieur François Hollande,
Président de la République,
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré,
75008 Paris.

Monsieur le Président,

Retraité, je me pose beaucoup de questions quant à l'avenir de mes enfants et petits enfants dans ce pays sclérosé, au bord de la faillite financière et sociétale qu'est la France. Permettez-moi de vous faire part de mes constatations, de mes interrogations et de mes attentes.

Force est de constater que notre pays n'est plus une démocratie mais une oligarchie dirigée par des politiciens "professionnels", des hauts fonctionnaires, des syndicalistes et des groupes de pression.

Aujourd'hui, face à "la crise", vous cherchez les moyens de réduire la dette et le déficit budgétaire et vous avez, pour ce faire, choisi de privilégier l'augmentation de la fiscalité.

Citoyen, je suis prêt à prendre part, dans la mesure de mes moyens, à l'effort national nécessaire au redressement du pays mais je ne puis accepter que la puissance publique (État, collectivités locales) n'engage pas les réformes structurelles qui assureraient des économies autrement plus importantes que celles qu'annonce le gouvernement. Car, les Français ne sont pas dupes, les quelque 10 milliards annuels "d'économies" annoncés représentent, en majeure partie, une "non augmentation" des dépenses et non une véritable réduction de ces dépenses.

Les Français, aujourd'hui, s'informent, sont informés (essentiellement, il faut le souligner, grâce à l'Internet). Ils savent que le poids de la fonction publique française est beaucoup trop élevé. Ils savent, par exemple, que:

- . la France compte 1 fonctionnaire pour 12 habitants alors que l'Allemagne en compte 1 pour 22 (qui osera prétendre que la France est mieux administrée que l'Allemagne?),
- . nous avons plus de 600.000 élus, résultat de structures administratives d'un autre âge,
- . nous avons 577 députés (alors qu'ils n'étaient que 480 en 1981) et 343 sénateurs soit 920 parlementaires, beaucoup plus que la plupart des démocraties occidentales,
- . que ce sont les contribuables qui financent les syndicats, fait dénoncé par M. Perruchot, député du Loir et Cher, auteur d'un rapport dont la publication a été interdite.

La liste est longue de ces "spécificités françaises" qui ruinent le pays.

Vous avez fait campagne sur le thème "*le changement c'est maintenant*". Permettez-moi de vous suggérer de mettre ce slogan en application en engageant, sans tarder, les réformes indispensables pour redresser et moderniser notre pays telles que:

- rétablissement de la démocratie en donnant la parole aux citoyens par voie de référendum,
- simplification du "millefeuilles" administratif français: réduction drastique du nombre des communes, suppression du département (comme l'avait recommandé le rapport Attali), réduction du nombre des régions, et réduction des dépenses, trop souvent inconsidérées, des entités territoriales,
- réduction drastique du nombre des fonctionnaires (de l'Etat et territoriaux),
- réduction du nombre des parlementaires, limitation à 2 du nombre de leur mandats, suppression du cumul des mandats,
- obligation, pour les membres de la fonction publique élus, de démissionner de leurs postes dans l'administration,
- mise en place d'un régime de retraite unique, par points, pour l'ensemble des salariés des secteurs public et privé, réforme qui mettrait fin à une situation inique, insupportable, et qui générerait de considérables économies,
- modernisation du syndicalisme pour qu'il soit représentatif de l'ensemble des salariés et suppression du financement des syndicats par l'argent public,
- vente des participations de l'Etat dans les entreprises privées (Renault, GDF-Suez,.....)
- suppression ou réduction des subventions aux entreprises et à nombre d'associations dont l'utilité reste à démontrer,
- réforme de la sécurité sociale avec, pour objectif, la suppression des fraudes aux prestations,
- suppression de certaines institutions inutiles tel le Conseil Economique, Social et Environnemental dont l'une des "fonctions", chacun le sait, est de permettre aux "politiques" d'assurer une retraite confortable à nombre de leurs amis.

Cette liste n'est pas exhaustive et ces réformes seront longues et difficiles tant elles remettent en cause des "avantages acquis".

Citoyen je vous demande, monsieur le Président, d'engager dès maintenant ces réformes qu'aucun de vos prédécesseurs, depuis quatre décennies, n'a eu le courage de mettre en oeuvre. Les Français vous en sauront gré et vous aurez le soutien de la Société civile tout entière.

Je vous prie de croire, monsieur le Président, en l'expression de ma très haute considération.